

Sauvons les fermes et leur transition ! La FUGEA se mobilise pour crier le désarroi de ses membres

Malgré des efforts depuis des années pour faire évoluer nos fermes vers une agriculture et une société plus durables, nous, agriculteurs et agricultrices de la FUGEA, sommes aujourd'hui dans des impasses économiques, sociales et environnementales. Il n'est plus possible de continuer ainsi. Nous exprimerons donc notre ras-le-bol et notre incompréhension à travers plusieurs actions toute la semaine prochaine. Celles-ci seront détaillées lors de notre conférence de presse ce vendredi matin.

La FUGEA est un syndicat agricole composé de producteurs et de productrices qui sont conscients des enjeux sociaux et environnementaux. Nous avons toujours été acteurs et actrices de l'évolution de notre secteur vers plus de durabilité et avons consenti à des changements importants dans nos fermes afin de répondre aux défis de notre société. Entre autres exemples de ces changements, le passage vers des systèmes herbagers plus autonomes, la transition vers l'agriculture biologique ou l'agriculture de conservation ou une agriculture plus autonome, le développement de la vente en circuits courts,...

Tous des changements qui ont demandé des efforts et des risques importants, que nous avons osé prendre car nous sommes conscients du besoin de changer et avons l'espoir d'améliorer nos conditions de vie.

Malgré ces efforts, force est de constater que nos conditions de travail et de rémunération ainsi que la considération envers notre profession sont loin d'avoir évolué dans le bon sens.

Pour la FUGEA, ce constat d'échec trouve sa source dans une série de facteurs qui, mis ensemble, forme un cocktail explosif.

Les politiques publiques

Nous faisons évoluer nos pratiques sur le terrain mais cette transition doit être soutenue par des politiques fortes et cohérentes. Aujourd'hui, nous sommes dans une dynamique inverse : charges administratives intenable, empilement de règles complexes, baisse de budget, changements continus, communication tardive, surcontrôles, etc. Comme le rappelle le Président de la FUGEA « *Même en étant de bonne volonté, il est impossible de suivre la réglementation. Résultat : on travaille dans l'incertitude et dans le stress perpétuel ce qui freine les installations et la transition* ».

Cette situation, déjà difficile à vivre au quotidien dans les fermes, est d'autant plus inaudible pour le secteur que l'Europe met consciemment notre agriculture en concurrence avec des produits qui ne respectent pas nos normes. **La libéralisation de l'agriculture détruit à petit feu nos exploitations** ; il est plus que temps de revoir les règles de jeu. Comme le rappelle Hugues Falys, porte-parole de la FUGEA : « *Il faut arrêter de nous prendre pour des magiciens : être plus vert avec moins d'argent (baisse des budgets de la PAC) et en étant concurrentiel sur les marchés mondiaux, ce n'est pas possible* ».



Jeudi 25 janvier 2024

Les acteurs agro-industriels et la grande distribution

Les filières agro-industrielles sont les premiers acheteurs de nos produits. Réfractaires au changement lorsque nous avons été pionniers dans l'évolution de nos pratiques, ces acteurs ont changé leur fusil d'épaule depuis quelques années pour récupérer l'image positive liée à notre transition. Ils nous "encouragent" maintenant à continuer dans cette direction et à multiplier les efforts de transition dans nos fermes.

Malgré nos efforts, une chose n'a pourtant pas changé : les prix d'achats de nos productions ! Comment peut-on nous demander de faire évoluer nos pratiques sans nous apporter le retour financier nécessaire pour soutenir cette transition?

Ce constat est d'autant plus criant que nous avons connu, les deux années précédentes, une inflation sans précédent. Cette inflation s'est matérialisée dans les prix de vente aux consommateurs mais, du côté des producteurs, le prix d'achat de nos productions est resté identique. Alors que nos charges ont quant à elles explosées.

Mais où donc est passée la marge ? La réponse nous semble évidente... Et il est insupportable, alors que nous peinons plus que jamais à garder la tête hors de l'eau, de savoir que nos "partenaires" dans les filières enregistrent des résultats économiques sans précédents. Il n'y a plus d'autres solutions que de mettre urgemment en place des solutions concrètes pour interdire l'achat de productions agricoles en-dessous de leur prix de revient et d'obliger à une transparence des industriels et grandes surfaces sur leurs marges bénéficiaires. Aujourd'hui, les acteurs de l'agro-industrie sont en grande majorité coupables de la situation dans nos fermes et nous allons fermement leur rappeler.

Les citoyens et citoyennes

Base de notre société, ils sont le moteur des changements opérés par le secteur. Au fil du temps, ils nous ont légitimement poussés à adapter nos modes de production face aux grands défis : le changement climatique, la perte de la biodiversité, la production d'une nourriture locale de qualité, le respect du bien-être animal. Les agriculteurs et agricultrices que nous représentons ont répondu en grande partie à leurs attentes. En témoignent la conversion de nombreuses fermes vers l'agriculture biologique, le développement de productions en circuits courts, l'évolution vers des systèmes d'élevage davantage basés sur l'herbe, moins dépendants de soja importé et plus respectueux de nos animaux,...

Pendant un temps, les citoyens et citoyennes nous ont soutenus, par leurs actes d'achat. **Mais depuis plusieurs années, c'est la douche froide : diminution des achats de produits bio et de qualité différenciée, disparation des clients de nos points de vente locaux, agri-bashing envers les éleveurs,...** Citoyens et citoyennes, nous avons besoin de vous pour continuer la transition dans nos fermes. Sans vous, nous sommes livrés au dictat de l'agro-industrie. Manger est politique et vos choix de consommation conditionnent notre avenir.



Jeudi 25 janvier 2024

Trop c'est trop

Aujourd'hui nous sommes déboussolés, peïnés, en colère. La lente mort de notre profession se dessine devant nous, malgré nos nombreuses mises en garde. **A nouveau, nous nous mobiliserons pour défendre ce métier que nous aimons plus que tout. Pour faire bouger les lignes, pour être compris par nos décideurs et décideuses, pour offrir un avenir à nos fermes.**

Pour faire entendre nos revendications et nos propositions, nous organiserons toute la semaine prochaine des actions pour rappeler aux différents acteurs, à tous les niveaux, leur part de responsabilité. Et nous exigerons d'eux des solutions urgentes !

Le détail des actions prévues et de nos revendications seront précisées ce vendredi matin, lors d'une conférence de presse dans la ferme De Warelles.

Informations pratiques : Vendredi 26 janvier à 9h30. Rue noir mouchon, 15 à 7850 Enghien.

Contacts :

- **Philippe Duvivier** – *Président* : 0491 56 33 86
- **Hugues Falys** – *Porte-parole* : 0497 61 64 14
- **Thomas Huyberechts** – *Chargé de mission politique* : 0499 88 33 93

